



CHAPITRE 63

CHAPTER 63

Loi constituant en corporation la cité de Rouyn

An Act to incorporate the city of Rouyn

[Sanctionnée le 11 mars 1948]

[Assented to, the 11th of March, 1948]

Preamble.

ATTEⁿDU que la ville de Rouyn a, par sa pétition, représenté :

Que sa charte la loi 17 George V, chapitre 89, a reçu de nombreuses modifications par des lois, tant générales que spéciales, qui la rendent d'interprétation difficile, et qu'il serait opportun, dans les circonstances, pour la bonne administration de ladite ville, que sa charte soit refondue et consolidée;

Que, dû aux progrès faits par elle depuis sa date de constitution en corporation, et par suite de l'augmentation rapide de sa population et des constructions nombreuses qui s'élèvent dans son territoire, il est devenu nécessaire, pour assurer le bien-être de ses habitants, que ledit territoire soit étendu et érigé en corporation de cité, avec pouvoirs supplémentaires;

Attendu que le dernier recensement de la ville de Rouyn démontre une population de plus de dix mille (10,000) âmes;

Attendu qu'il est à propos de faire droit à la demande contenue dans ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

Titre.

1. La présente loi peut être citée sous le nom de "Charte de la cité de Rouyn".

Erection.

2. La ville de Rouyn est érigée en corporation de cité sous le nom de "Cité de Rouyn".

WHEREAS the town of Rouyn has, by its petition, represented :

That its charter, the act 17 George V, chapter 89 has been amended many times by general and special acts which make it difficult of interpretation, and it is expedient under the circumstances, for the proper administration of the said town that its charter be revised and consolidated;

That owing to the progress made by it since its incorporation, and as a consequence of the rapid increase of its population and of the numerous constructions being built on its territory, it has become necessary, to secure the welfare of its inhabitants, that the said territory be extended and erected into a city corporation, with supplementary powers;

Whereas the last census of the town of Rouyn shows a population of over ten thousand (10,000) souls;

Whereas it is expedient to grant the prayer contained in the said petition;

Therefore, His Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows :

Preamble.

Titre.

1. This act may be cited under the name of "Charter of the city of Rouyn".

Erection.

2. The town of Rouyn is erected into a city corporation under the name of "City of Rouyn".

Disposi-
tions ap-
plicables.

3. La cité de Rouyn sera régie par les dispositions de la Loi des cités et villes, chapitre 233, Statuts refondus, 1941, sauf en tant qu'elles peuvent être incompatibles avec les dispositions de la présente loi.

3. The city of Rouyn shall be governed by the provisions of the Cities and Towns Act, chapter 233, Revised Statutes, 1941, except inasmuch as they may be inconsistent with the provisions of this act.

Provisions
to apply.Abroga-
tions.

4. Toutes les lois incompatibles avec les dispositions de la présente loi, notamment les lois 17 George V, chapitre 89, 3 George VI, chapitre 122, 4 George VI, chapitre 94, 4 George VI, chapitre 97, 6 George VI, chapitre 84 et 9 George VI, chapitre 86, sont abrogées; mais l'abrogation desdites lois ne devra pas être interprétée comme affectant quelques droits acquis, aucune matière ou chose faite ou qui doit être faite, contrats, conventions, nominations, résolutions, décisions, ordres ou autres procédures du conseil, débetures, billets, actions ou obligations émises, non plus que les règlements passés en vertu desdites lois, ni les rôles d'évaluation ou de perception et fonds d'amortissement à constituer, lesquels continueront d'être réglés par lesdites lois jusqu'à ce qu'ils soient modifiés, changés, remplacés ou révoqués par quelque procédure adoptée en vertu de cette loi; le tout sans préjudice des droits existants.

4. All acts inconsistent with the provisions of this act, particularly the acts 17 George V, chapter 89, 3 George VI, chapter 122, 4 George VI, chapter 94, 4 George VI, chapter 97, 6 George VI, chapter 84, and 9 George VI, chapter 86, are repealed; but the repeal of the said acts shall not be interpreted as affecting any acquired rights, any matter or thing done or to be done, contracts, agreements, appointments, resolutions, decisions, orders or other proceedings of the council, debentures, notes, shares or bonds issued, nor by-laws passed under the said acts, nor valuation or collection rolls and sinking funds to be constituted, which shall continue to be governed by the said acts until they are amended, changed, replaced or revoked by any proceedings taken under this act; the whole without prejudice to existing rights.

Repeals.

Succes-
sion.

5. La cité de Rouyn, telle que constituée par la présente loi, succède et succèdera aux lois, obligations, biens, titres, privilèges, créances et actions de la ville de Rouyn et la remplace à toutes fins que de droit.

5. The city of Rouyn, as constituted by this act, succeeds and shall succeed to the laws, obligations, property, titles, privileges, claims and actions of the town of Rouyn and replaces it for all legal purposes.

Succes-
sion.

Annexion.

6. Le territoire comprenant, en se référant au cadastre officiel du canton de Rouyn:

a) La partie des blocs 1 et 63 au sud-ouest de la route 46 et les parties de ladite route qui leur font front et une partie du bloc 26, provenant de la ville de Noranda;

b) une partie des blocs 7 et 51, la partie du bloc 96 portant le numéro cadastral 96*b*, une partie des blocs 179 et 180, les lots tous inclus de 2 à 12 du rang VI-sud, de 2 à 11 du rang VI-nord, de 2 à 7 du rang VII-sud, de 4 à 8 du rang VII-nord et la partie du lot 9 du même rang au sud-ouest de la route 46, et la partie de ladite route qui lui fait front, provenant de la municipalité d'Évain;

6. The territory comprising, with reference to the official cadastre for the township of Rouyn:

a. Part of blocks 1 and 63 southwest of highway 46 and parts of the said highway fronting them and part of block 26, detached from the town of Noranda;

b. Part of blocks 7 and 51, part of block 96 bearing cadastral number 96*b*, part of blocks 179 and 180, lots 2 to 12 inclusively of range VI-south, of 2 to 11 of range VI-north, of 2 to 7 of range VII-south, of 4 to 8 of range VII-north and part of lot 9 of the same range southwest of highway 46, and that part of said highway fronting same, detached from the municipality of Évain;

Annexa-
tion.

c) la partie des blocs 71, 72 et 75 constituant la municipalité de la ville de Mercier laquelle cesse d'exister;

d) la partie des blocs 71, 72 et 75 non comprise dans la ville de Mercier, une partie du bloc 12, les blocs 4, 5, une partie du bloc 7, les blocs 40, 43, 54, 55, 56, 57, 73, 74, 84, 149, 150, 151, 155, 156, 160, 161, 162, 163, 189, 190, 194, 195, les lots de 26 à 38 inclusivement du rang VI-nord la partie du lac Pelletier au nord des blocs 4, 7, 5 et 54 et à l'ouest des blocs 55 et 198, la partie du lac Tremoy ou Osisko comprise entre les lots 26, 27, 28, 29 du rang VII-sud et les blocs 9, 40, 189 et 72, la partie du lac Rouyn comprise entre les lots 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36 du rang VI-nord et les blocs 75, 71, 160 et 162, provenant du territoire non organisé, est annexé à ladite cité de Rouyn.

c. That part of blocks 71, 72 and 75 constituting the municipality of the town of Mercier which ceases to exist;

d. That part of blocks 71, 72 and 75 not comprised in the town of Mercier, part of block 12, blocks 4, 5, part of block 7, blocks 40, 43, 54, 55, 56, 57, 73, 74, 84, 149, 150, 151, 155, 156, 160, 161, 162, 163, 189, 190, 194, 195, lots 26 to 38 inclusive of range VI-north, that part of lake Pelletier north of blocks 4, 7, 5 and 54 and west of blocks 55 and 198, that part of lake Tremoy or Osisko comprised between lots 26, 27, 28, 29 of range VII-south and blocks 9, 40, 189 and 72, that part of lake Rouyn comprised between lots 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36 of range VI-north and blocks 75, 71, 160 and 162, detached from the unorganized territory, is annexed to the said city of Rouyn.

Territoire
compris.

7. La cité de Rouyn, érigée par la présente loi, comprendra: les blocs 8, 9, 41, 42, 44, 80, 81, 82, 83, la partie du bloc 96 portant le numéro cadastral 96a, une partie du bloc 97, les blocs 125, 159, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, les lots 12, 13, 14, 15 et 16 du rang VI-nord, 12, 13, 14, 15, 16, 26, 27, 28, 29 et 30 du rang VII-sud formant le territoire actuel de la ville de Rouyn ainsi que le territoire annexé par l'article 6 de la présente loi avec tous les chemins, rues, ruelles, emprises de chemins de fer et de lignes de transport d'énergie électrique, rivières, lacs, cours d'eau ou parties d'iceux, compris dans les limites suivantes, à savoir: partant du point d'intersection de la ligne extérieure ouest du canton de Rouyn avec le côté nord de la route 46; de là, passant par les lignes et démarcations suivantes en continuité les unes des autres; ledit côté nord de la route 46 traversant les blocs 51, 179, 180, 63, le lot 9 du rang VII-nord, les blocs 97 et 1 jusqu'au côté est du droit de voie du chemin de fer Ontario Northland, ledit côté est dudit droit de voie jusqu'au prolongement de la ligne sud du bloc 26, ledit prolongement jusqu'à l'angle sud-ouest du bloc 26, une ligne dans la direction nord 62 degrés 21 minutes est sur une distance de 870.42 pieds, une ligne dans la direction sud 37 degrés 39 minutes est sur une distance de 496.45 pieds jusqu'à la ligne sud du bloc 26, ladite ligne

7. The city of Rouyn, erected by this act, shall comprise: blocks 8, 9, 41, 42, 44, 80, 81, 82, 83, the part of block 96 bearing cadastral number 96a, a part of block 97, blocks 125, 159, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, lots 12, 13, 14, 15 and 16 of range VI-north, 12, 13, 14, 15, 16, 26, 27, 28, 29 and 30 of range VII-south forming the present territory of the town of Rouyn as well as the territory annexed by section 6 of this act with all the roads, streets, lanes, railway and electrical transmission line rights-of-ways, rivers, lakes, watercourses or parts thereof, comprised within the following limits, to wit: starting from the point of intersection of the exterior west line of the township of Rouyn with the north side of highway 46; thence, passing by the following lines and bounds successively; the said north side of highway 46 crossing blocks 51, 179, 180, 63, lot 9 of range VII-north, blocks 97 and 1 to the east side of the right-of-way of the Ontario Northland Railway, the said east line of the said right-of-way to the extension of the south line of block 26, the said extension to the southwest corner of block 26, a line in the direction north 62 degrees 21 minutes east on a distance of 870.42 feet, a line in the direction south 37 degrees 39 minutes east on a distance of 496.45 feet to the south line of block 26, the said south line of block 26 to the east

Territory
comprised.

sud du bloc 26 jusqu'au côté est de la 9e rue de la cité de Noranda, ledit côté est de ladite rue jusqu'à un point à une distance perpendiculaire de 50 pieds au nord de la ligne sud du bloc 26, une ligne parallèle à ladite ligne sud du bloc 26 jusqu'à la rive du lac Tremoy ou Osisko, ladite rive du lac Tremoy ou Osisko jusqu'à la ligne sud du bloc 26, ladite ligne sud du bloc 26 jusqu'à l'angle sud-est dudit bloc, une ligne depuis l'angle sud-est dudit bloc 26 jusqu'à l'angle sud-ouest du bloc 11, les lignes nord des blocs 40, 189 et 43, la ligne ouest et la ligne nord du bloc 149 jusqu'à la ligne centrale du canton de Rouyn, ladite ligne centrale du canton de Rouyn jusqu'à la ligne sud du bloc 30, les lignes sud des blocs 30 et 31, les lignes est des blocs, 151, 190, 156, 161 et 163 jusqu'à la ligne séparative des rangs VII-sud et VI-nord, ladite ligne séparative des rangs VII-sud et VI-nord, la ligne séparative des lots 38 et 39 du rang VI-nord, la ligne séparative des rangs VI-nord et VI-sud, la ligne séparative des lots 25 et 26 du rang VI-nord, les lignes sud des blocs 201 et 200, les lignes est, sud-ouest et ouest du bloc 197 jusqu'à la ligne sud du bloc 54, la ligne sud du bloc 54, la ligne sud-est du bloc 5, les lignes est, sud et ouest du bloc 57, la ligne ouest du bloc 5 jusqu'à la ligne sud du bloc 7, la ligne sud du bloc 7 jusqu'à la ligne est du bloc 4, ladite ligne est du bloc 4, les lignes est, sud et ouest du bloc 56, une ligne brisée limitant au sud et au sud-ouest le bloc 4 jusqu'à l'axe de la rivière Pelletier, ledit axe de la rivière Pelletier jusqu'à la ligne séparative des rangs V et VI-sud, ladite ligne séparative des rangs V et VI-sud jusqu'à la ligne extérieure ouest du canton de Rouyn et enfin cette dernière ligne jusqu'au point de départ.

side of 9th street of the city of Noranda, the said east side of the said street to a point at a perpendicular distance of 50 feet north of the south line of block 26, a line parallel to the said south line of block 26 to the shore of lake Tremoy or Osisko, the said shore of lake Tremoy or Osisko to the south line of block 26, the said south line of block 26 to the southeast corner of the said block, a line from the southeast corner of said block 26 to the southwest corner of block 11, the north lines of blocks 40, 189 and 43, the west line and the north line of block 149 to the central line of the township of Rouyn, the said central line of the township of Rouyn to the south line of block 30, the south lines of blocks 30 and 31, the east lines of blocks 151, 190, 156, 161 and 163 to the line dividing ranges VII-south and VI-north, the said dividing line of ranges VII-south and VI-north, the dividing line of lots 38 and 39 of range VI-north, the dividing line of ranges VI-north and VI-south, the dividing line of lots 25 and 26 of range VI-north, the south lines of blocks 201 and 200, the east, southwest and west lines of block 197 to the south line of block 54, the south line of block 54, the southeast line of block 5, the east, south and west lines of block 57, the west line of block 5 to the south line of block 7, the south line of block 7 to the east line of block 4, the said east line of block 4, the east, south and west lines of block 56, an irregular line limiting to the south and southwest block 4 to the centre of Pelletier river, the said centre of Pelletier river to the line dividing ranges V and VI-south, the said line dividing ranges V and VI-south to the exterior line west of the township of Rouyn and finally this latter line to the starting point.

Évaluation.

8. Les terrains taxables dans le territoire de la cité, moins les blocs 8, 9, 41, 159, 202, 203 et la partie présentement subdivisée des blocs 200 et 201 ne pourront être évalués à plus de un dollar l'acre ni être taxés pour un montant excédant un pour cent, aussi longtemps que tels terrains ne seront pas subdivisés comme lots à bâtir ou ne seront pas mis en exploitation minière.

8. The taxable lands in the territory of the city, less blocks 8, 9, 41, 159, 202, 203 and the presently subdivided part of blocks 200, and 201, shall not be valued at more than one dollar per acre nor be taxed for an amount exceeding one per centum, as long as such lands shall not be subdivided into building lots or shall not be worked as mines.

Valuation.

Zonage.

9. Sauf dans le territoire comprenant les blocs 8, 9, 41, 159, 202, 203 et la partie présentement subdivisée des blocs 200 et 201, le conseil peut, par règlement, décréter que nulle construction, sauf pour un développement minier par le propriétaire, ne pourra être érigée, dans le territoire de la cité, à compter de l'entrée en vigueur de tel règlement, sans avoir obtenu au préalable un permis du conseil à cet effet. Le conseil peut, à sa discrétion, accorder ou refuser ce permis.

9. Except in the territory comprising blocks 8, 9, 41, 159, 202, 203, and the part presently subdivided of blocks 200 and 201, the council may, by-law, decree that no construction, save for a mining development by the proprietor, shall be erected, within the territory of the city, as from the coming into force of such by-law, without first having obtained a permit from the council to that effect. The council may, at its discretion, grant or refuse such permit.

S.R.,
c. 233,
a. 30,
remp.
pour la
cité.

10. L'article 30 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1941, chapitre 233) est remplacé, pour la cité, par le suivant:

10. Section 30 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1941, chapter 233) is replaced, for the city, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 30, re-
placed
for city.

Quartiers.

30. Le territoire de la cité, tel que décrit à l'article 7 de sa charte, sera divisé en six quartiers, dont les bornes seront définies par règlement du conseil, adopté par la majorité des membres présents. Au surplus, la loi générale s'appliquera.

30. The territory of the city, as described in section 7 of its charter, shall be divided into six wards, the boundaries of which shall be defined by by-law of the council, adopted by the majority of the members present. In other respects, the general law shall apply.

Wards.

Change-
ment.

Le nombre de quartiers ainsi établis pourra, au fur et à mesure des développements de la cité, être augmenté par règlement du conseil, adopté par la majorité des membres présents; mais en aucun cas il ne pourra être établi plus de trois quartiers additionnels.

The number of wards thus established may, as the city develops, be increased by by-law of the council, adopted by the majority of the members present; but in no case may it establish more than three additional wards."

Change.

S.R.,
c. 233,
a. 43a, aj.
pour la
cité.

11. L'article suivant est inséré, pour la cité de Rouyn, après l'article 43 de la Loi des cités et villes:

11. The following section is inserted, for the city of Rouyn, after section 43 of the Cities and Towns Act:

R.S.,
c. 233,
s. 43a,
added for
city.

Pouvoir
d'annexer.

43a. La corporation pourra, notwithstanding les dispositions des articles 33 à 43, avec le consentement des propriétaires, représentant la majorité en superficie d'un territoire adjacent à la municipalité, qui ne fera pas déjà partie d'un territoire organisé, et avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, s'annexer ledit territoire sur simple résolution du conseil."

43a. The corporation may, notwithstanding the provisions of sections 33 to 43, with the consent of the property owners, representing the majority in area of a territory adjacent to the municipality, which does not already form part of an organized territory, and with the approval of the Lieutenant-Governor in Council, annex to itself the said territory by mere resolution of the council."

Annexa-
tion
power.

S.R.,
c. 233,
a. 47,
remp.
pour la ci-
té.

12. L'article 47 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité, par le suivant:

12. Section 47 of the Cities and Towns Act is replaced, for the city, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 47, re-
placed,
for city.

Composi-
tion du
conseil.

47. Le conseil de la cité se composera d'un maire et de six échevins.

47. The city council shall be composed of a mayor and six aldermen.

Composi-
tion of
council.

Échevins.

Chaque échevin représentera un quartier de la cité; il sera élu par les électeurs de ce quartier.

Augmentation.

Advenant la formation d'un nouveau quartier, le nombre des membres du conseil sera, à la première élection ordinaire suivante, augmenté d'un échevin pour représenter ce quartier; mais le nombre des échevins ne pourra excéder neuf."

S.R., c. 233, a. 49, remp. pour la cité.

Élection par rotation.

13. L'article 49 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité, par le suivant:

"**49.** Les échevins sont élus, alternativement la moitié chaque année, pour deux ans, dans chaque quartier, par la majorité des électeurs municipaux du quartier ayant voté.

Advenant l'établissement d'un ou de quartiers additionnels, le ou les échevins élus pour ce ou ces quartiers seront élus, lors de la première élection dans ce ou ces quartiers, pour un terme d'un ou de deux ans, selon le cas, de façon qu'à chaque élection annuelle subséquente, le nombre d'échevins à élire soit toujours de la moitié de leur nombre total ou de la moitié plus un, si leur nombre est impair.

Dans le cas où, conformément aux dispositions de l'alinéa précédent, un échevin ne devrait être élu que pour une période d'un an, ces dispositions s'appliqueront à l'échevin élu pour le quartier érigé le dernier, et si plus d'un quartier sont érigés à la fois, le dernier, par numéro d'ordre.

Au cours des années subséquentes, une élection devra être tenue dans les quartiers où les échevins auront été deux ans en office."

Fonctions continuées.

14. Le maire et les échevins actuels de la ville de Rouyn resteront en fonction pour former le conseil de la cité de Rouyn, jusqu'à la fin de leur terme d'office respectivement, conformément aux dispositions de l'article 50 de la Loi des cités et villes.

S.R., c. 233, a. 128, am. pour la cité.

Compagnies, etc.

15. L'article 128 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la cité, en y ajoutant, après le sous-paragraphe *a*, du paragraphe 1, l'alinéa suivant:

"Les compagnies ou corporations, inscrites au rôle d'évaluation à raison des

Each alderman shall represent a city ward; he shall be elected by the electors of such ward.

In the event of the forming of a new ward, the number of members of the council shall, at the first ordinary election following, be increased by one alderman to represent such ward; but the number of aldermen shall not exceed nine."

13. Section 49 of the Cities and Towns Act is replaced, for the city, by the following:

"**49.** The aldermen shall be elected, alternately half of them each year, for two years, in each ward, by the majority of the municipal electors of the ward who have voted.

In the event of the establishment of one or more additional wards, the alderman or aldermen elected for such ward or wards shall be elected, at the first election in such ward or wards, for the term of one year or two years, as the case may be, so that at each subsequent annual election, the number of aldermen to be elected be always half of their total number or of half plus one, if their number is uneven.

In the case where, under the provisions of the preceding paragraph, an alderman is to be elected for only one year, these provisions shall apply to the alderman elected for the ward last erected, and if more than one ward be erected at the same time, the last, by numerical order.

During the subsequent years, an election shall be held in the wards in which the aldermen shall have been two years in office."

14. The present mayor and aldermen of the town of Rouyn shall remain in office to form the city council of Rouyn, until the end of their term of office respectively, in accordance with the provisions of section 50 of the Cities and Towns Act.

15. Section 128 of the Cities and Towns Act is amended, for the city, by adding thereto, after sub-paragraph *a* of subsection 1, the following sub-paragraph:

"The companies or corporations entered on the valuation roll by reason of the

immeubles possédés par chacune d'elles respectivement, et sujettes aux cotisations générales ou spéciales, pourront voter sur tous les règlements soumis aux électeurs municipaux propriétaires, par l'entremise d'un directeur ou employé, dûment autorisé par résolution du bureau de direction. La résolution nommant ce représentant devra être déposée au bureau du greffier de la ville au moins huit jours avant celui fixé pour le vote."

immoveables possessed by each of them respectively, and subject to general or special assessments, may vote on all by-laws submitted to municipal electors who are proprietors, through the agency of a director or employee, duly authorized by resolution of the board of directors. The resolution appointing this representative shall be filed in the office of the town clerk at least eight days before the day fixed for voting."

S.R.,
c. 233,
a. 130,
remp.
pour la
ville.

16. L'article 130 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité, par le suivant :

16. Section 130 of the Cities and Towns Act is replaced, for the city, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 130 re-
placed for
city.

Quartier.

"**130.** Les électeurs votent dans le quartier où se trouve la propriété qui les qualifie.

"**130.** The electors shall vote in and for the ward in which the property qualifying them is situated.

Plusieurs
votes.

Si une personne a qualité pour voter comme propriétaire ou occupant dans plus d'un quartier, ou comme locataire dans un quartier et comme propriétaire ou tenant feu et lieu dans un autre, elle peut voter à l'élection des échevins dans chacun des quartiers où elle a qualité pour le faire, et elle est inscrite sur la liste des électeurs de chacun de ces quartiers; pourvu que, pour l'élection du maire, cette personne ne vote qu'une fois et ce vote ne doit être accepté, si l'électeur est habile à voter à raison de sa résidence, qu'au bureau de votation le plus rapproché de sa résidence.

When any such person is qualified to vote as owner or occupant in more than one ward, or as tenant in one ward and owner or house-holder in another ward, he may vote for the election of aldermen in each of the wards wherein he is qualified so to do, and he shall be entered on the electoral list for each of such wards; provided that, for the election of mayor, such person shall vote once only; and such vote shall be cast, if the elector be qualified in respect of residence, only at the polling-station nearest such residence.

More than
one vote.

Idem.

Toute personne qui est électeur par le fait qu'il est inscrit au rôle d'évaluation à titre de propriétaire de biens-fonds dans la municipalité, aura droit à deux votes pour l'élection du maire. Toute telle personne pourra voter à l'élection des échevins dans chacun des quartiers où elle est qualifiée pour le faire, et elle est inscrite sur la liste de chacun de ces quartiers et aura droit à deux votes pour l'élection de l'échevin dans chacun des quartiers susdits."

Any person who is an elector by the fact that he is entered on the valuation roll as an owner of real estate in the municipality, shall be entitled to two votes for the election of the mayor. Any such person may vote at the election of aldermen in each of the wards where he is qualified to do so, and he shall be entered on the list of each of these wards and shall be entitled to two votes for the election of the alderman in each of the aforesaid wards."

Idem.

S.R.,
c. 233,
a. 173,
remp.
pour la
cité.

17. L'article 173 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité, par le suivant :

17. Section 173 of the Cities and Towns Act is replaced, for the city, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 173 re-
place 1,
for city.

Date des
élections.

"**173.** L'élection du maire et des échevins a lieu tous les deux ans, le premier jour juridique de février compte tenu cependant des dispositions de l'article 13

"**173.** The election for mayor and aldermen shall be held every two years, on the first juridical day of February, subject however to the provisions of sec-

Date.

de sa charte et conformément aux dispositions ci-après.

Change-
ment.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, sur requête du conseil de la municipalité concernée, changer la date des élections et celle de la présentation des candidats par lettres patentes.

Procé-
dure.

Les procédures et les avis sur cette demande sont, autant que possible, les mêmes que ceux requis pour l'obtention des lettres patentes en vertu des articles 12 et suivants de la présente loi.

Avis.

Avis de ce changement doit être publié dans la *Gazette officielle de Québec* et dans le volume des statuts adoptés à la session alors prochaine de la Législature."

S.R.,
c. 233,
a. 210,
remp.
pour la
cit.

18. L'article 210 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité, par le suivant:

Heures du
scrutin.

"**210.** Les bureaux de votation doivent être ouverts à huit heures du matin et rester ouverts jusqu'à six heures de l'après-midi du même jour. Chaque sous-officier rapporteur est tenu de recevoir pendant ce temps, dans le bureau de votation qui lui est assigné, de la manière ci-dessous prescrite, les votes des électeurs ayant droit de vote à ce bureau; mais depuis huit heures jusqu'à dix heures, les ouvriers, artisans et employés des manufactures et des mines ont préséance pour déposer leurs votes."

S.R.,
c. 233,
a. 220,
remp.
pour la
cit.

19. L'article 220 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité, par le suivant:

Invitation
à voter.

"**220.** A huit heures précises du matin, immédiatement après avoir ainsi fermé la boîte du scrutin, le sous-officier rapporteur invite les électeurs à voter.

Bon or-
dre.

Le sous-officier rapporteur doit faciliter l'entrée de chaque électeur dans le bureau de votation et veiller à ce qu'il ne soit ni gêné ni molesté à l'intérieur non plus qu'aux abords du bureau."

S.R.,
c. 233,
a. 240,
am. pour
la cité.

20. Le paragraphe 1 de l'article 240 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité, par le suivant:

tion 13 of its charter and in accordance with the provisions hereinafter mentioned.

The Lieutenant-Governor in Council may, by letters patent, upon the application of the council of the municipality concerned, change the date of the elections and that of the nomination of candidates.

Change.

The proceedings and notices for such application shall, as far as possible, be the same as those required for obtaining letters patent under sections 12 and following of this act.

Proceed-
ing.

Notice of such change must be published in the *Quebec Official Gazette* and in the volume of the statutes passed at the then next session of the Legislature."

Notice.

18. Section 210 of the Cities and Towns Act is replaced, for the city, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 210, re-
placed,
for city.

"**210.** The poll shall be opened at the hour of eight of the clock in the forenoon and kept open until six of the clock in the afternoon of the same day. Each deputy returning-officer shall, during that time, in the polling-station assigned to him, receive, in the manner hereinafter prescribed, the votes of the electors duly qualified to vote at such polling-station; but, from eight o'clock until ten o'clock, workmen, artisans and employees in factories and mines shall have precedence in voting."

Hours for
polling.

19. Section 220 of the Cities and Towns Act is replaced, for the city, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 220, re-
placed,
for city.

"**220.** At exactly eight o'clock in the morning, immediately after the ballot-box is locked, the deputy returning-officer shall call upon the electors to vote.

Calling
electors to
vote.

The deputy returning-officer shall secure the admittance of every elector into the polling-station, and shall see that he is not impeded or molested in or about the polling-station."

Good or-
der.

20. Subsection 1 of section 240 of the Cities and Towns Act is replaced, for the city, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 240,
am., for
city.

Clôture du scrutin. **"240. 1.** A six heures de l'après-midi, le bureau de votation est fermé et le scrutin est clos. Il en est fait mention au registre du scrutin."

"240. 1. At six o'clock in the afternoon, the poll and the voting shall be closed; and an entry thereof shall be made in the poll-book." Closing poll.

Règlements validés. **21.** Nonobstant les dispositions de l'article 364 et de l'article 392 de la Loi des cités et villes, (Statuts refondus de 1941, chapitre 233), tous les règlements dûment adoptés par le conseil de la ville de Rouyn avant le 15 décembre 1947, et particulièrement ceux approuvés, après leur passation, par le vote majoritaire des électeurs propriétaires concernés, sont, en ce qui concerne leur défaut de promulgation ou la preuve de leur promulgation, validés et légalisés.

21. Notwithstanding the provisions of section 364 and of section 392 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes of 1941, chapter 233), all the by-laws duly passed by the council of the town of Rouyn before the 15th of December, 1947, and particularly those approved, after their adoption, by the majority vote of the interested electors who were property owners, are as far as concerns their lack of promulgation or the proof of their promulgation, validated and legalized. By-laws, validated.

Signature de certains règlements. **22.** Nonobstant les dispositions de l'article 386 de la Loi des cités et villes, (Statuts refondus de 1941, chapitre 233), l'original de tout règlement dûment adopté par le conseil de la ville de Rouyn, avant le 15 décembre 1947, qui n'a pas été signé par la personne présidant le conseil lors de la passation de tel règlement et/ou par le greffier, selon le cas, pourra, avec le même effet, être signé, le ou avant le premier juillet 1948, par le maire et/ou le greffier, suivant le cas, de la cité de Rouyn, en exercice durant ladite période.

22. Notwithstanding the provisions of section 386 of the Cities and Towns Act, (Revised Statutes of 1941, chapter 233), the original of any by-law duly passed by the council of the town of Rouyn, before the 15th of December, 1947, which was not signed by the person presiding over the council at the adoption of such by-law and/or by the clerk, as the case may be, may, with the same effect, be signed on or before the first of July, 1948, by the mayor and/or the clerk, as the case may be, of the city of Rouyn, holding office during the said period. Signature of certain by-laws.

Idem. **23.** Nonobstant les dispositions de l'article 387 de la Loi des cités et villes, (Statuts refondus de 1941, chapitre 233), l'entrée aux livres des règlements de la ville de Rouyn, de tout règlement dûment adopté par le conseil de ladite ville, avant le 15 décembre 1947, qui n'a pas été signée par le maire et/ou le greffier, selon le cas, alors en exercice, pourra avec le même effet, être signée et contresignée le ou avant le premier juillet 1948, par le maire et/ou le greffier, selon le cas, de la cité de Rouyn, en exercice durant ladite période.

23. Notwithstanding the provisions of section 387 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes of 1941, chapter 233), the entry in the books of by-laws of the town of Rouyn, of any by-law duly adopted by the council of the said town before the 15th of December, 1947, which was not signed by the mayor and/or the clerk, as the case may be, then holding office, may with the same effect, be signed and countersigned on or before the first of July, 1948, by the mayor and/or the clerk, as the case may be, of the city of Rouyn, holding office during the said period. Idem.

S.R., c. 233, a. 428, am. pour la cité. **24.** L'article 428 de la Loi des cités et villes, modifié par l'article 2 de la loi 6 George VI, chapitre 57 et par l'article 6 de la loi 11 George VI, chapitre 59 est de nouveau modifié, pour la cité, en remplaçant le paragraphe 6° par le suivant :

24. Section 428 of the Cities and Towns Act, amended by section 2 of the act 6 George VI, chapter 57 and by section 6 of the act 11 George VI, chapter 59, is again amended, for the city, by replacing paragraph 6 by the following: R.S., c. 233, s. 428, am. for city.

Affiches,
etc.

"6° Pour interdire et défendre, notwithstanding les dispositions de l'article 25 de la Loi des vues animées, (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 55), à tous propriétaires, occupants, locataires de cinéma, théâtre ou établissement commercial, de faire de l'annonce au moyen de panneaux-réclames ou affiches installés sur des bâtisses ou lots vacants dans les limites de la cité, exception toutefois de la façade desdits théâtre, cinéma ou établissement commercial."

S.R.,
c. 233,
a. 444,
remp.
pour la
cité.

25. L'article 444 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité, par le suivant:

Percep-
tion de la
taxe, etc.

"**444.** La taxe spéciale et la taxe d'eau, imposées par les articles 439, 441 et 442, ainsi que toutes les autres sommes dues pour l'eau ou les compteurs, sont perçues d'après les règles et de la manière prescrites pour les taxes générales.

Arrérages.

Les arrérages dus pour la taxe d'eau seront considérés comme taxes foncières et créances hypothécaires grevant l'immeuble au même titre que la taxe foncière."

S.R.,
c. 233,
a. 446,
remp.
pour la
cité.

26. L'article 446 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité, par le suivant:

Tuyaux
de distri-
bution.

"**446.** La cité pose les tuyaux de distribution jusqu'à l'alignement de la rue ou de la ruelle et elle a le droit d'exiger du propriétaire de chaque lot au moins le tarif minimum de la taxe d'eau, d'après les règlements en vigueur à ce sujet, et ce, pour chaque lot bâti ou non. De plus, la ville ne saurait, dans aucun cas, être tenue de raccorder les tuyaux de distribution à la ligne plus haut, à moins que le propriétaire du lot n'ait lui-même effectué au préalable les travaux nécessaires pour raccorder sa maison ou ses bâtiments à l'alignement de la rue ou de la ruelle."

S.R.,
c. 233,
a. 521,
remp.
pour la
cité.

27. L'article 521 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité, par le suivant:

Taxe im-
mobilière.

"**521.** Le conseil peut imposer et prélever annuellement, sur tout immeuble ainsi que tous poteaux, lignes, soit de

"6. To forbid and prohibit, notwithstanding the provisions of section 25 of the Moving Pictures Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 55), all owners, occupants, tenants of cinemas, theatres or commercial establishments to advertise by means of signboards or posters installed on buildings or vacant lots within the limits of the city, except however on the front of said theatres, cinemas or commercial establishments."

Posters,
etc.

25. Section 444 of the Cities and Towns Act is replaced, for the city, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 444, re-
placed
for city.

"**444.** The special tax and the water-rate imposed under sections 439, 441 and 442, as well as all other amounts due for water or for meters, shall be levied according to the rules and in the manner prescribed for general taxes.

Levying
tax, etc.

The arrears due for water-rates shall be considered as land taxes and as hypothecary claims affecting the immoveable property in the same way as land taxes."

Arrears.

26. Section 446 of the Cities and Towns Act is replaced, for the city, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 446,
replaced
for city.

"**446.** The city shall lay the distribution pipes to the line of the street or of the lane and may exact from the property owner of each lot at least the minimum tariff of the water-rate, according to the by-laws in force in this respect for each lot whether it is built upon or not. Moreover, the town shall in no case be bound to connect the distribution pipes with the above mentioned line unless the owner of the lot has himself previously done the work necessary to connect his house, or his buildings with the line of the street or lane."

Laying
pipes, etc.

27. Section 521 of the Cities and Towns Act is replaced, for the city, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 521,
replaced,
for city.

"**521.** The council may impose and levy, annually, on every immoveable as well as on all posts, transmission or other

Tax on
immove-
ables.

transmission ou autres, tuyaux de conduit, situés dans la municipalité, une taxe n'excédant pas deux pour cent de la valeur réelle, telle que portée au rôle d'évaluation.

Autorisation.

Sauf les taxes spéciales qu'il a le pouvoir de prélever en vertu de la présente loi ou d'autres lois spéciales ou générales, lorsque la taxe imposée en vertu du présent article s'élève à deux pour cent de la valeur réelle des immeubles imposables, telle que portée au rôle d'évaluation, le conseil ne peut imposer de nouvelles taxes sans l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre des affaires municipales."

S.R.,
c. 233,
a. 522,
remp.
pour la
cité.

28. L'article 522 de la Loi des cités et villes, est remplacé, pour la cité, par le suivant:

Terres en culture.

"**522.** Les terres en culture ou affermées, ou servant au pâturage des animaux, les terres non défrichées, ou terres à bois, de même que les terrains miniers non exploités, dans les limites de la municipalité, ne pourront être évalués à plus de cent dollars l'acre, ni être taxés pour un montant excédant un pour cent.

Addition au rôle.

Le conseil peut faire ajouter sur le rôle d'évaluation, en tout temps, par les estimateurs en office, sur estimation par eux faite, toute partie de telle terre qui en a été détachée comme lot à bâtir, ou qui est mise en exploitation minière, et est devenue ainsi sujette à la taxe, après clôture du rôle d'évaluation, et exiger la taxe comme sur tous les autres terrains entrés au rôle."

Idem.

29. Nonobstant les dispositions de l'article précédent, et tout accord ou convention intervenue entre la ville de Rouyn et Pauline I. Bagshaw, et Union Trust Company Limited, exécuteurs conjoints de la succession de G. A. Bagshaw, et de J. P. McQuaig, les lots à bâtir, les terrains miniers en exploitation, les terres en culture ou affermées, ou servant de pâturage aux animaux, les terres non défrichées ou terres à bois, de même que les terrains miniers non exploités, situés dans les limites des blocs numéros huit et quarante et un (8 et 41) du canton

lines, conduct pipes, situated in the municipality, a tax of not more than two per cent of the real value as shown on the valuation roll.

Authorisation.

Except the special taxes it is empowered to levy under this act or any other special or general laws, when the tax imposed under this section amounts to two per cent of the real value of the taxable immovables, as shown on the valuation roll, the council cannot impose further taxes without the authorization of the Lieutenant-Governor in Council, upon the recommendation of the Minister of Municipal Affairs."

R.S.,
c. 233,
s. 522 replaced for city.

28. Section 522 of the Cities and Towns Act is replaced, for the city, by the following:

"**522.** All land under cultivation or farmed or used as pasture for cattle, as well as all uncleared land or wood lots as well as mining land that is not worked within the limits of the municipality shall be valued at not more than one hundred dollars per acre and shall not be taxed at an amount of more than one per cent.

Farm lands.

Additions to roll.

The council may, at any time, cause to be added to the valuation roll, by the assessors in office, on the valuation made by them, any portion of such land which has been detached therefrom as a building lot, or is worked as a mine and shall thus have become liable to taxation after the closing of the valuation roll, and may exact the tax as on all other lots entered on the roll."

Idem.

29. Notwithstanding the provisions of the preceding section, and any agreement or arrangement entered into between the town of Rouyn and Pauline I. Bagshaw, and Union Trust Company Limited, joint executor of the estate of G. A. Bagshaw and J. P. McQuaig, the building lots, the mining lands under operation, the lands under cultivation or farmed, or used as pasture for cattle, uncleared lands or wood lots, as well as mining lands not worked, situated within the limits of blocks numbers eight and forty-one (8 and 41) of the township of Rouyn, may

Rouyn, pourront désormais être ajoutés au rôle d'évaluation et ce même après la clôture de tel rôle, selon l'évaluation qui en sera faite par les estimateurs en fonction, et devenir sujets à la taxe, et telle taxe pourra être exigée sur tels terres ou terrains comme sur tous les autres terrains entrés au rôle.

henceforth be added to the valuation roll even after the closing of this roll, according to the valuation which shall be made by the assessors in office, and become subject to taxation, and such taxes may be exacted on such lands or lots as on all other lands entered on the roll.

Commu-
tation au-
torisée.

30. Nonobstant les dispositions de l'article 2 de la Loi interdisant l'octroi de certaines subventions municipales, (Statuts refondus de 1941, chapitre 220), la cité peut accorder, sujet à l'approbation de la Commission municipale de Québec, pour une période n'excédant pas dix ans, une commutation de taxe à tel établissement industriel ou commercial, mais qui ne doit pas être inférieure à vingt-cinq pour cent des taxes annuelles payables par ledit établissement, par règlement approuvé par les électeurs propriétaires d'immeubles imposables et par le lieutenant-gouverneur en conseil, conformément aux prescriptions de la loi concernant l'approbation des règlements d'emprunt en y faisant les changements nécessaires.

30. Notwithstanding the provisions of section 2 of the Municipal Aid Prohibition Act, (Revised Statutes, 1941, chapter 220), the city may, subject to the approval of the Quebec Municipal Commission, by by-law approved by the electors who are owners of taxable property and by the Lieutenant-Governor in Council in conformity with the provisions of law concerning the approval of loan by-laws *mutatis mutandis*, grant to such industrial or commercial establishments, for a period not exceeding ten years, a commutation of taxes which shall not be inferior to twenty-five per cent of the annual taxes payable by the said establishments.

Commu-
tation au-
torisée.

Idem.

La cité peut également accorder, sujet à l'approbation de la Commission municipale de Québec, sur résolution du conseil, pour une période de dix ans, à toute personne, société ou corporation, ayant construit un hôtel d'au moins trente chambres et à l'épreuve du feu, une commutation ou réduction de taxe, pour les fins municipales, n'excédant pas cinquante pour cent de la taxe qui serait autrement exigée à raison de l'évaluation dudit hôtel.

The city may also, subject to the approval of the Quebec Municipal Commission, by resolution of its council, grant for a period of ten years, to any person, society or corporation having constructed a fire-proof hotel, containing at least thirty rooms, a commutation or reduction of taxes for municipal purposes, not exceeding fifty per cent of the tax which would otherwise be payable according to the valuation of the said hotel.

Idem.

Idem.

31. Nonobstant les dispositions de la Loi des exemptions de taxes municipales, (Statuts refondus 1941, chapitre 221), la cité peut, sujet à l'approbation de la Commission municipale de Québec, sur résolution du conseil, accorder une commutation de taxes sur toute bâtisse construite entièrement à l'épreuve du feu.

31. Notwithstanding the provisions of the Municipal Tax Exemption Act, (Revised Statutes 1941, chapter 221), the city may, subject to the approval of the Quebec Municipal Commission, upon resolution of the council, grant a commutation of taxes on any completely fire-proof building.

Idem.

La commutation consistera en une réduction de la valeur cotisée dans une proportion n'excédant pas vingt-cinq pour cent et ce, pour une période n'excédant pas dix ans à compter de la fin de la construction.

The commutation shall consist in a reduction of the assessment value in a proportion not exceeding twenty-five per cent for a period not exceeding ten years as from the completion of the building.

S.R.,
c. 233,
a. 526,
emp.
pour la
cité.

32. L'article 526 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité, par le suivant:

Commer-
ces, etc.

"526. Le conseil peut, en sus des taxes prévues par l'article 523, déterminer, imposer et prélever certains droits annuels ou taxes sur tous commerces, manufactures, établissements financiers ou commerciaux, occupations, arts, professions, métiers ou moyens de profits et d'existence exercés ou exploités par une ou des personnes, sociétés ou corporations dans la municipalité, pourvu que ces droits ou taxes n'excèdent, dans aucun cas, cinq cents dollars par année. Ces droits ou taxes peuvent être différents pour les personnes qui ne résident pas dans la municipalité, ou qui y réside depuis moins de douze mois, de ceux imposés sur celles qui y résident, pourvu que les droits et taxes imposés sur les personnes qui ne résident pas ou qui résident depuis moins de douze mois dans la municipalité, n'excèdent pas les autres d'au delà de cinquante pour cent.

Base.

La cité de Rouyn aura le droit, de plus, de baser les droits ou taxes autorisés par l'alinéa précédent, sur un pourcentage du loyer, et ce pourcentage pourra varier pour chaque genre de commerce, dans le règlement que le conseil aura adopté à cet effet.

Distribu-
teurs au-
tomati-
ques.

La cité de Rouyn aura également le droit de prélever, sur toute personne, société ou corporation possédant ou exploitant de quelque manière que ce soit, tous distributeurs automatiques, autorisés par la loi fédérale et fonctionnant au moyen de pièces de monnaie ou de jetons, et servant exclusivement à la vente d'une marchandise quelconque, et d'une valeur marchande généralement reconnue, une licence n'excédant pas vingt-cinq dollars pour chaque distributeur automatique; et pour tous autres distributeurs automatiques, jeux mécaniques, phonographes, autorisés par la loi fédérale et fonctionnant au moyen de pièces de monnaie et de jetons, une licence n'excédant pas vingt-cinq dollars pour chaque distributeur automatique, jeu mécanique ou phonographe. Le présent alinéa ne s'ap-

32. Section 526 of the Cities and Towns Act is replaced, for the city by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 526, re-
placed for
city.

"526. In addition to the taxes provided for in section 523, the council may establish, impose and levy certain annual dues or taxes on all trades, manufactures, financial or commercial establishments, occupations, arts, professions, trades or means of earning a profit or a livelihood, carried on or followed by one or more persons, firms, or corporations in the municipality, provided that such duties or taxes do not exceed in any case the sum of five hundred dollars per annum. Such dues or taxes may be different for persons who do not reside in the municipality or who have been residing therein for less than twelve months from those imposed on persons who reside therein, provided that such dues and taxes imposed on non-residents and on those who have resided in the municipality for less than twelve months, shall not be more than fifty per cent higher than the others.

Trades,
etc.

The city of Rouyn shall, moreover, be entitled to base the dues and taxes authorized by the preceeding paragraph on a percentage of the rent, and such percentage may vary for each kind of business, in the by-law which the council shall have passed to this effect.

Basis.

The city of Rouyn shall also be entitled to levy on any person, corporation or partnership owning or operating, in any manner whatsoever, any automatic distributor authorized under a federal statute and functioning by means of coins or tokens and being used exclusively for the sale of merchandise of any kind and of a generally recognized market-value, a permit for a sum not exceeding twenty-five dollars for each automatic distributor; and for all other automatic distributors, mechanical games, phonographs, authorized by a federal statute and functioning by means of coins or tokens, a permit for a sum not exceeding twenty-five dollars for each automatic distributor, mechanical game or phonograph. The present section shall not apply to automatic scales, telephone apparatus nor

Automat-
ic distri-
butors.

plique pas aux balances automatiques, aux appareils téléphoniques non plus qu'aux appareils distributeurs de liqueurs douces."

Permis
de chauffeurs
de taxis.

33. Nonobstant les dispositions de l'article 59 de la Loi des véhicules automobiles (Statuts refondus, 1941, chapitre 142), la cité de Rouyn peut, par règlement, exiger que les chauffeurs de taxi se munissent d'un permis de chauffeur pour lequel elle pourra exiger une considération ne devant pas excéder deux dollars par année.

Franchises,
etc.

34. La cité peut, par règlement adopté par son conseil:

1° Accorder à toute personne, société, corporation ou syndicat, une franchise, un droit ou privilège, pour une période de pas plus de dix années, afin de construire et maintenir, dans les chemins et rues de la municipalité, des lignes de tramways ou un service d'autobus, et de les exploiter en faisant circuler des voitures actionnées mécaniquement, soit par l'électricité ou par une autre force motrice, pour le transport des voyageurs, des marchandises ou des deux à la fois;

2° Accorder à toute personne, société, corporation ou syndicat, une franchise, un droit ou privilège, pour une période de pas plus de dix années, afin de construire, maintenir et exploiter dans la municipalité, un système d'éclairage, ou de chauffage, au gaz ou à l'électricité, ou au gaz et à l'électricité, ou un service de distribution de force électrique, détaché ou formant partie d'un service d'éclairage, ou un service de téléphone, et, à cette fin, d'ériger, poser et maintenir, dans les chemins, rues, ruelles ou parcs publics, des lignes de transmission de forces électriques ou de téléphone, conduits de gaz, et de fournir à la municipalité ou au public de la municipalité, le gaz ou l'électricité ou le téléphone ou quelques uns de ces services à la fois.

Approba-
tion.

Les règlements adoptés en vertu du présent article ne prendront effet qu'après avoir reçu l'approbation de la majorité en nombre et en valeur des électeurs propriétaires ayant voté, et celle du ministre des affaires municipales.

to soft drinks automatic distributors."

33. Notwithstanding the provisions of section 59 of the Motor Vehicles Act, (Revised Statutes 1941, chapter 142) the city of Rouyn may by by-law require that taxi drivers obtain a driver's license for which it may claim a sum not exceeding two dollars per annum.

Taxi drivers
licenses.

34. The city may, by by-law passed by its council:

Franchises,
etc.

1. Grant to any person, firm, corporation or syndicate, a franchise, right or privilege, for a period not exceeding ten years, for the purpose of constructing and maintaining, in the roads and streets of the municipality, tramway lines or an autobus service and of operating the same by running vehicles mechanically propelled either by electricity or other motive power, for the transportation of passengers or freight or of both;

2. Grant to any person, firm, corporation or syndicate, the privilege, right or franchise, for a term of not more than ten years, for the purpose of constructing, maintaining and operating, in the municipality, a lighting or heating system by gas or electricity or by gas and electricity, or an electric power distribution system, separate from or forming part of the lighting system, or a telephone service, and, accordingly, of erecting, laying and maintaining, in the roads, streets, lanes or public parks, electric power transmission or telephone lines, gas mains, and of supplying the municipality or the public in the municipality, at the same time, with gas or electricity or telephones or any of these services.

The by-laws passed under this section shall take effect only after having received the approval of the majority in number and in value of the electors who are property owners and have voted, and of the Minister of Municipal Affairs.

Approval.

Ventes autorisées.

35. 1. La cité peut faire vendre à l'encan, par le ministère d'un huissier de la Cour supérieure ou par toute autre personne désignée à cette fin par le conseil, sans formalité de justice, après un avis public conformément aux dispositions de l'article 372 de la Loi des cités et villes:

a) les objets, articles, effets mobiliers, les automobiles ou autres véhicules abandonnés dans les rues de la cité, ou autres biens meubles dont elle peut se trouver en possession, et non réclamés dans les six mois, si ces objets, articles, effets mobiliers, automobiles, véhicules ou autres biens meubles sont le produit d'un vol ou d'un recel;

b) les objets, articles, effets mobiliers, automobiles, véhicules ou autres biens meubles, trouvés par la police ou autrement légalement saisis ou confisqués;

c) les objets, articles, effets mobiliers, ou autres biens meubles qui se trouvaient en possession de personnes qui sont mortes et aux funérailles desquels la cité a dû pourvoir.

Responsabilité.

2. Si ces biens sont réclamés après telle vente à l'encan, la cité ne sera responsable que du produit de la vente, déduction faite des frais de vente et autres dépenses qu'elle aura encourues.

Billet d'assignation.

36. Dans les cas de stationnement ou d'arrêt d'un véhicule, en contravention aux règlements municipaux relatifs à la circulation et à la sécurité publique, l'agent de la paix constatant cette infraction peut remplir sur les lieux mêmes où ladite infraction a été commise, un billet d'assignation indiquant la nature de l'infraction, et le remettre au conducteur du véhicule ou déposer dans un endroit apparent dudit véhicule, une copie de ce billet et en apporter l'original au département de la circulation de la cité.

Plainte.

Les dispositions qui précèdent n'empêcheront pas l'agent de la paix, s'il le juge à propos, de porter une plainte ou de faire émettre une sommation suivant la loi.

Paiement.

Toute personne en possession de cet avis peut éviter qu'une plainte soit faite contre elle, en se présentant au département de la circulation de la cité et en y payant une somme de deux dollars comme amende. Le paiement de ladite amende et le reçu qui lui est donné par le caissier

Sales authorized.

35. 1. The city may cause to be sold by auction by a bailiff of the Superior Court or by any other person appointed for such purpose by the council, without formality of justice, after a public notice in accordance with the provisions of section 372 of the Cities and Towns Act:

a. objects, articles, personal effects, automobiles or other vehicles abandoned in the streets of the city or other chattels of which it may find itself in possession of and not claimed within six months, if such objects, articles, personal effects, automobiles, vehicles or other chattels are the proceeds of a theft or of receiving;

b. objects, articles, personal effects, automobiles, vehicles or other chattels found by the police or otherwise legally seized or confiscated;

c. objects, articles, personal effects or other chattels found in the possession of persons who are dead and for whose funeral the city had to provide.

Responsibility.

2. If these goods are claimed after such auction sale, the city shall be responsible only for the proceeds of the sale, after deducting the costs of sale and other expenses incurred.

Notice of summons

36. In the event of a vehicle parking or stopping contrary to the municipal by-laws relating to traffic and public safety, the police officer having knowledge of such infraction may fill out, on the very spot where such infraction has been committed, a notice of summons stating the nature of the infraction, and shall deliver to the driver of the vehicle or deposit in a conspicuous place on the said vehicle a copy of such notice and bring the original thereof to the city traffic department.

Complaint.

The above provisions shall not prevent the police officer from lodging a complaint or from having a summons issued according to law, if he deems it advisable to do so.

Payment.

Any person in possession of such notice may avoid the lodging of a complaint against him, by appearing at the city traffic department and by paying a sum of two dollars as a fine. The payment of said fine and the receipt therefor given to him by the cashier of the

du département en question libère ladite personne de toute autre pénalité relativement à l'infraction par elle commise.

Plainte. Si la personne en possession de cet avis refuse ou néglige de s'y conformer dans le délai qui y est mentionné, l'agent de la paix doit porter contre elle une plainte conformément à la loi.

1927, c. 88, ab. **37.** La loi 17 George V, chapitre 88, constituant en corporation la ville de Mercier, est abrogée.

Ventes de lots, validées. **38.** Les ventes de lots en justice pour taxes dues à la ville sur certains lots ou immeubles, ventes faites contre les personnes, sociétés, compagnies ou corporations paraissant être, au rôle d'évaluation et de perception de la ville, les propriétaires de tels lots ou immeubles, ventes faites par le shérif du district d'Abitibi le 28 octobre 1929, et par le secrétaire-trésorier de la ville les 3 octobre 1932, 23 octobre 1933, 29 octobre 1934 et 21 octobre 1935, de même que les différents ajournements desdites ventes, sont réputées et tenues pour valables, légales, régulières et valides à toutes fins que de droit, et cela nonobstant le fait que les personnes, sociétés, compagnies ou corporations paraissant être, au rôle d'évaluation et de perception de la ville, les propriétaires desdits lots ou immeubles puissent ne pas être les personnes, sociétés, compagnies, ou corporations paraissant être, au bureau d'enregistrement du comté de Témiscamingue à Ville-Marie, les propriétaires de tels lots ou immeubles.

S.R., c. 196, a. 226, remp. pour la cité. **39.** L'article 226 de la Loi des mines de Québec (Statuts refondus, 1941, chapitre 196) est remplacé, pour la cité de Rouyn, par le suivant:

Évaluation. **"226.** En faisant l'évaluation des biens-fonds contenant des mines, les estimateurs doivent évaluer ces biens-fonds sans égard à la plus-value provenant de l'existence des mines et des minerais, des puits, excavations et tunnels."

Assiette de chemin non modifiable. **40.** L'assiette du chemin Rouyn-Ville-Marie, également connu comme étant la Route no 46, traversant les blocs Nos 51,

department shall free the said person from any other penalty in connection with the infraction committed by him.

If the person in possession of such notice refuses or fails to conform thereto within the delay therein mentioned, the city shall lodge a complaint against him in accordance with the law.

37. The act 17 George V, chapter 88, incorporating the town of Mercier, is repealed. 1927, c. 88, repealed.

38. The judicial sales of lots for taxes owing to the town on certain lots or immoveables, sales made against persons, societies, companies or corporations appearing to be, on the valuation and collection roll of the town, the owners of such lots or immoveables, the sales made by the sheriff of the district of Abitibi on the 28th of October 1929, and by the secretary-treasurer of the town on the 3rd of October, 1932, the 23rd of October, 1933, the 29th of October, 1934 and the 21st of October, 1935, as well as the various postponements of the said sales, shall be deemed and held to be valid, legal, regular and ratified for all legal purposes, notwithstanding the fact that the persons, societies, companies or corporations appearing to be, on the valuation and collection roll of the town, the owners of the said lots or immoveables may not be the persons, societies, companies or corporations appearing to be, at the registry office of the county of Temiscamingue at Ville-Marie, the owners of such lots or immoveables.

39. Section 226 of the Quebec Mining Act (Revised Statutes, 1941, chapter 196) is replaced, for the city of Rouyn, by the following: R.S., c. 196, s. 226, replaced for city.

"226. In valuing land containing mines, the assessors shall value such real estate without regard to the increased value due to the existence of mines and minerals, wells, excavations and tunnels."

40. The bed of the Rouyn-Ville-Marie highway, also known as Highway No. 46, crossing blocks Nos. 51, 179, 180, 63, lot Bed of road not to be changed.

179, 180, 63, le lot 9 rang VII-nord et les blocs 97 et 1 dans les cités de Noranda et de Rouyn, ne pourra en aucune manière être déplacée ou modifiée sans le consentement préalable des deux cités.

9 range VII-north and blocks 97 and 1 in the cities of Noranda and of Rouyn, may in no way be displaced or changed without the previous consent of the two cities.

Entrée en
vigueur.

41. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

41. This act shall come into force on the day of its sanction. Coming
into force.